Novembre 2008 | Voter c'est décider

Les Muses

Femmes en Mouvement

Le petit guide pour se familiariser avec la politique provinciale.

VOTER EN PLEINE « TEMPÊTE ÉCONOMIQUE »?

Rédaction: Hélène Morin
Mise en page: Michou Desrosiers
Correction: Isabelle Cyr

DANS CE NUMÉRO :

Gauche ou droite	3
Testez votre idéologie politique	3
Présentation des partis	4-5
La pauvreté qu'en pensent-ils?	6
Position des partis sur la santé	7
Quelques mythes entretenus par la droite	7
Position des partis sur l'éducation	8

C'est confirmé, les QuébécoisES sont conviéEs aux urnes le 8 décembre. M. Charest a justifié le déclenchement des élections en disant que le Québec avait besoin d'un gouvernement stable et fort pour faire face à « la tempête économique ».

Mais ne serait-il pas plus juste de parler d'une crise économique mondiale? Cette crise économique a vu le jour suite aux déréglementations votées par le gouvernement états-unien pour le système bancaire. Cela a eu comme principale conséquence le surendettement de milliers d'États-UnienNEs qui ont pu acheter des maisons sans tenir compte de leur capacité de payer. En effet, cette déréglementation permettait aux banques de prêter à des taux hypothécaires ridiculement bas les premières années ou encore de prêter plus que la valeur de la maison, pour acheter une auto neuve par exemple.

L'arrivé de tous ces nouveaux acheteurs a eu comme impact l'augmentation du prix des maisons. Si quelques emprunteurs éprouvaient des problèmes à rembourser, les banques prévoyaient saisir et revendre ces maisons avec profit.

Désirant faire encore plus de profit, mais à court d'argent liquide, parce que de plus en plus de gens empruntaient, les banques ont décidé d'emprunter en émettant des produits financiers **très risqués**, garantis par ces maisons vendues trop chères.

« Le rêve américain est fini. »
Source: L'Aut'Journal

Lorsque les propriétaires ont perdu leur maison parce qu'ils n'arrivaient plus à payer l'hypothèque, les banques ont hérité de milliers de maisons qu'elles n'arrivent plus à revendre. Et ce n'est pas fini. Selon Radio Canada : «*Le bureau américain des faillites estime que le nom-*

AUX URNES LE 8 DÉCEMBRE

bre de faillites personnelles pourrait s'élever à plus de 1,1 million cette année aux États-Unis, soit un nombre record…» Toutefois avant que la crise ne devienne officielle, des banques de partout dans le monde ont acheté ces produits financiers très risqués… croyant faire des profits rapidement. Malheureusement, ces achats ont été faits avec notre argent.

Présentement, des milliers d'entreprises et des millions de femmes et d'hommes sont touchés par cette crise mondiale. Et, quoique l'on tente de nous faire croire, le Québec ne sera pas épargné.

Les dirigeantEs de droite de pays comme les États-Unis, l'Allemagne**,** l'Angleterre, la Russie, l'Australie, le Canada, etc. sont en grande partie responsables de cette situation désastreuse. Ils soutiennent mordicus, et ce depuis des décennies, le modèle économique néolibéral qui permet aux multinationales de faire des profits qui se comptent en milliards au dépend des populations.

Rien de mal à s'enrichir, direz-vous! Seulement, pour faire des profits, ces capitalistes sont prêts à tout. Déménager des usines dans des pays où il n'y a aucune protection sociale et où le salaire est de quelques sous de l'heure. Privatiser les services publics comme la santé afin de faire des milliards de profits, même si des gens ne peuvent plus se faire soigner. Faire pression sur nos gouvernements pour affaiblir les lois syndicales. Exploiter la terre jusqu'en faire mourir ses habitants et la terre elle-même. Et au final, proclamer qu'il fallait créer de la richesse avant de la partager, en repoussant toujours à plus tard sa redistribution. Pendant ce temps, quelques centaines de personnes ont accumulé des fortunes colossales sur le dos de la majorité des citoyenNEs du monde.

Les gens qui défendent les idées de la gauche, dont fait parti Femmes en Mouvement et l'ensemble du mouvement communautaire, croient plutôt qu'il faut que les gouvernements encadrent l'économie. Cela implique, entre autre, de redonner à l'État un rôle dans le développement économique, de forcer les entreprises à être socialement responsables, à payer des impôts et à respecter l'environnement.

Nous croyons aussi que l'État doit assurer le respect des droits humains fondamentaux, y compris les droits sociaux et culturels. De plus, afin de vivre dans une société sans pauvreté, l'État doit assurer la redistribution de la richesse par le biais de différentes protections publiques (aide sociale, pension de vieillesse, etc) et par des services publics (éducation, santé, logement social, etc) universels de qualité. N'oubliez pas que la politique est un outil de changement social et que nous devons l'utiliser pour changer notre monde.

Afin de vous aider à y voir plus clair, Femmes en Mouvement a tiré ce petit guide d'un document beaucoup plus volumineux qui a pour titre *Élections provinciales 2008 : pour un vote éclairé !* Nous souhaitons remercier le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPACQ) qui l'a rédigé. Sans eux, ce petit document n'aurait jamais vu le jour.

Bonne lecture!
L'équipe de Femmes en Mouvement

Droite ou gauche ?

Un brin d'histoire... Saviez-vous que l'utilisation des termes « droite » et « gauche » en politique remonte à la Révolution française (1789-1791)? Un débat avait alors lieu pour décider si la monarchie devait être abolie afin d'instaurer une démocratie. Ceux qui étaient en faveur du maintien du roi et de ses pouvoirs prenaient place à la droite du Président de l'assemblée et ceux qui désiraient une société où toutes les personnes seraient égales étaient assis à sa gauche. **Depuis, on associe la droite aux groupes et aux idées qui favorisent les puissants et les riches et on associe la gauche aux groupes et aux idées qui défendent la solidarité et la justice sociale.**

Faites notre petit test afin de connaître votre position idéologique

1) Croyez-vous qu'il faut baisser les impôts que paient les plus riches?
Oui Non

2) Croyez-vous que tous et toutes doivent avoir accès à l'éducation gratuite ?
Oui Non

3) Croyez-vous que le gouvernement doit améliorer les programmes sociaux et augmenter le salaire minimum ?
Oui Non

4) Croyez-vous qu'il faut privatiser le système de santé ?
Oui Non

5) Croyez-vous qu'il faut maintenir un programme de garderies à 7 $ accessible.
Oui Non

6) Croyez-vous que l'environnement doit être une priorité, en autant que cela ne nuise pas au développement de l'économie ?
Oui Non

De quelle position êtes-vous? Droite ou gauche? Lisez les réponses du test ci-dessous

1) Si vous avez répondu oui vous êtes à droite. Si vous avez répondu non vous êtes à gauche.
2) Si vous avez répondu oui vous êtes à gauche. Si vous avez répondu non vous êtes à droite.
3) Si vous avez répondu oui vous êtes à gauche. Si vous avez répondu non vous êtes à droite.
4) Si vous avez répondu oui vous êtes à droite. Si vous avez répondu non vous êtes à gauche.
5) Si vous avez répondu oui vous êtes à gauche. Si vous avez répondu non vous êtes à droite.
6) Si vous avez répondu oui vous êtes à droite. Si vous avez répondu non vous êtes à gauche.

LES PARTIS POLITIQUES AU QUÉBEC

LES POSITIONS DES PARTIS PRÉSENTÉES DANS CE GUIDE SONT CELLES QUI ONT ÉTÉ RENDUES PUBLIQUES AU 29 OCTOBRE 2008 NOTAMMENT DANS LEUR DERNIER PROGRAMME.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC (*PLQ*)

Chef : Jean Charest.
Actuel Premier ministre du Québec.
Position idéologique : Droite

Le *Parti Libéral* du Québec est au pouvoir depuis 2003 et a été réélu comme gouvernement minoritaire en 2007. Le PLQ est un parti fédéraliste. Depuis l'arrivée de Jean Charest à la tête de ce parti, celui-ci a pris une orientation anti-interventionniste et néolibérale. Par conséquent, la « réingénierie » de l'État proposée par le PLQ visait à réduire la taille et le rôle de l'État afin de laisser une plus grande place au libre marché. Suivant cette idéologie économique, le PLQ a réduit les impôts des entreprises et éliminé partiellement la taxe sur le capital des entreprises, avec pour objectif de l'éliminer complètement d'ici 2012. Il a également réduit les impôts des particuliers de 1 %, privant les coffres de l'État de plus de **950 millions de dollars**.

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC (*ADQ*)

Chef : Mario Dumont.
Actuel chef de l'opposition officielle.
Position idéologique : Encore plus à droite que les libéraux de Jean Charest

Les dernières élections ont porté l'*ADQ* à l'opposition officielle. Plus à droite que le *Parti Libéral*, *l'ADQ* est, sur la scène provinciale, semblable au Parti conservateur sur la scène fédérale. Partisan de la non-intervention de l'État et du libre marché, l'*ADQ* veut réduire au maximum l'implication de l'État dans l'économie. Ainsi, il désire la mise en place d'un impôt unique pour tous les citoyens et les citoyennes plutôt qu'un impôt progressif comme c'est le cas actuellement. Il est également un fervent défenseur de la présence du privé en santé et d'une hausse significative des frais de scolarité et des tarifs d'électricité. Au niveau de l'aide sociale, le parti entend diminuer sensiblement les prestations des gens qui sont aptes à travailler et rendre temporaire ces prestations (par exemple pour 4 ans). L'*ADQ* veut également revoir (et réduire la portée) des lois du travail et réduire de 25 % l'ensemble des réglementations en vigueur afin que celles-ci ne nuisent pas à la création de richesse. Au niveau du dossier environnemental, M. Dumont prend soin de préciser que, bien que l'environnement soit important, il ne faut pas que sa protection nuise à la croissance économique.

LES PARTIS POLITIQUES AU QUÉBEC

PARTI QUÉBÉCOIS (*PQ*)

Cheffe : Pauline Marois.
Actuel deuxième cheffe de l'opposition.
Position idéologique : Des fois à gauche, des fois à droite…

Le *Parti Québécois* prône la souveraineté du Québec. Bien qu'il se définisse traditionnellement comme un parti social-démocrate, depuis la gouvernance de Lucien Bouchard, le PQ a pris un virage nettement plus à droite. Il importe d'ailleurs de rappeler que c'est ce parti qui a, au cours des années 80, imposé un gel du salaire minimum et coupé le salaire des fonctionnaires de 20%. C'est également lui qui a, au cours des années 90, imposé l'atteinte du déficit zéro. Cela a entraîné la retraite anticipée massive de milliers de professionnels de la santé, participant ainsi à la crise que connaît aujourd'hui le système de santé. Dernièrement, le parti a mis en veilleuse son objectif d'atteindre la souveraineté pour prioriser une « conversation nationale». Le PQ veut toutefois adopter une constitution québécoise, établir un statut de citoyenneté québécoise et tenter de rapatrier le pouvoir de certains organismes gérés présentement par le gouvernement fédéral.

QUÉBEC SOLIDAIRE (QS)

Porte-parole : Françoise David et Amir Khadir.
Ne possède aucun siège.
Position idéologique : Gauche

Nouveau sur la scène politique québécoise, Québec solidaire en sera à ses deuxièmes élections. Fondé en 2005, Québec solidaire se définit comme étant un parti de gauche, écologiste, féministe, pacifiste, pluraliste, démocratique et souverainiste. QS désire proposer une alternative progressiste aux partis existants. En matière de santé, il s'oppose à la présence du privé. Il propose la mise sur pied de Pharma Québec, un organisme public d'acquisition, de recherche et de production de produits pharmaceutiques, et ce, dans le but de freiner la croissance des coûts en santé. QS évalue que cette initiative pourrait parvenir à casser les prix de 50 à 90 % comme ce fut le cas en Nouvelle-Zélande. QS est en faveur d'une protection accrue de nos ressources en eau et s'oppose à son exportation. Au niveau de l'éducation, il veut réduire le nombre d'élèves par classe, éliminer progressivement les subventions aux établissements privés et les frais de scolarité. Au niveau économique, QS propose une participation accrue des entreprises aux revenus de l'État et un impôt plus progressif où les riches paieraient plus d'impôts qu'actuellement .

PARTI VERT DU QUÉBEC (*PVQ*)

Chef : Guy Rainville.
Ne possède aucun siège.
Position idéologique : À gauche avec une petite tendance à droite…

Le *PVQ* réunit des gens de différents horizons politiques et sociaux désirant faire la promotion du développement durable en politique. À ce titre, il espère réduire les impacts négatifs de l'activité humaine sur l'environnement. Il propose donc de taxer davantage les produits dommageables pour l'environnement comme les pesticides, les emballages et les biens de consommation jetables. Le *PVQ* est en faveur de l'exportation de l'eau et de l'énergie. Au niveau de la justice sociale, le *PVQ* veut notamment introduire un revenu minimum garanti, instaurer la gratuité scolaire complète au primaire et au secondaire, mais indexer les frais de scolarité postsecondaire, accompagnés d'une majoration du programme de prêts et bourses. Le *PVQ* ne s'oppose pas à la présence du privé dans les universités, mais réclame davantage de transparence. Le *PVQ* n'a pas de positions ou de propositions officielles en ce qui a trait au libre-échange, à la guerre, à la langue française, à l'égalité homme-femme ou au rôle du privé en santé.

LES POSITIONS DE NOS PARTIS CONTRE LA PAUVRETÉ

Sans mesures urgentes de redistribution de la richesse, la crise économique actuelle ne fera qu'accentuer la pauvreté des enfants et de celle de leur famille.

Le Parti Libéral ne prévoit pas d'action particulière en matière de lutte à la pauvreté. *L'ADQ* veut limiter l'aide sociale dans le temps. Ainsi, Mario Dumont s'est dit favorable à une proposition de son « comité jeunes » de limiter à quatre ans le recours à l'aide sociale. *Le Parti Québécois* et *Québec Solidaire* s'engagent à augmenter le salaire minimum entre 10 et 10,50 $/heure afin de permettre aux personnes travaillant au salaire minimum de se sortir de la pauvreté. Le *Parti Québécois* désire indexer les prestations d'aide sociale. *Québec solidaire* désire augmenter substantiellement les prestations d'aide sociale. *Le Parti Vert* propose l'adoption d'une loi--cadre visant à lutter contre la pauvreté.

LES POSITIONS DE NOS PARTIS POUR LES FEMMES

Saviez-vous que… Le Québec compte près de 60 000 familles sur l'aide sociale, dont plus de 80 % sont dirigées par des femmes.

Au Québec, le revenu moyen du cinquième de la population le plus pauvre est de 10 000 $ par année et celui du cinquième le plus riche est de 100 000 $. Comme par hasard, on retrouve beaucoup plus de femmes dans le premier groupe que dans le second ! Encore aujourd'hui, les femmes continuent de gagner en moyenne 72 % du salaire des hommes. Or, malgré cette inégalité qui perdure, les partis politiques s'y intéressent peu... Voici quelques positions prises par les partis sur cet enjeu. *Le Parti Libéral* se targue d'avoir réglé la question de l'équité salariale et propose certains engagements financiers en ce qui a trait à la violence faite aux femmes. Ni *l'ADQ*, ni *le Parti Québécois*, ni *le Parti Vert* ne mentionnent ne serait-ce qu'une problématique propre aux femmes (égalité, pauvreté, violence, etc.). *Québec solidaire* propose des actions concrètes concrètes relativement à la violence conjugale et à la conciliation travail-famille. Il s'est aussi doté d'une politique de fonctionnement interne égalitaire.

Les positions de nos partis pour la santé

Le *Parti Libéral* est en faveur d'une présence encadrée du privé en santé. C'est d'ailleurs sous sa gouverne qu'une place plus grande lui a été faite. *Québec Solidaire* s'oppose à la présence du privé en santé et propose la mise sur pied de Pharma-Québec, un organe public d'achat, de recherche et de production de produits pharmaceutiques dans le but d'en réduire les coûts. L'*ADQ* veut élargir bien davantage la place du privé en santé. Le *Parti Québécois* désire miser sur une meilleure efficacité du réseau public de santé et propose plusieurs mesures en ce sens. Le *Parti Vert* ne précise pas le rôle qu'il donnerait au privé dans le domaine de la santé.

Voyons quelques mythes portés par la droite sur le système de santé québécois.

On nous dit que le système public est trop coûteux et inefficace et que les listes d'attentes s'allongent sans cesse. La solution proposée? Le recours au privé! Mais est-ce la bonne solution? Si vous avez déjà été malade (cancer, troubles cardiaques, etc.), si vous avez des antécédents familiaux sérieux ou si vous souffrez de diabète, d'obésité ou de toute autre mauvaise condition de santé, il y a de fortes chances qu'AUCUN assureur privé ne veuille vous assurer...

Le système public coûte trop cher aux contribuables, tandis que le système privé permet de réduire les coûts.
FAUX! Les systèmes publics sont moins coûteux pour les individus et les collectivités. Alors que le système public de santé canadien coûte 3000 $ par personne, le système privé des États-Unis coûte... 6400 $ par personne!

L'entrée du privé en santé permettrait de diminuer les listes d'attente.
FAUX! Un des principaux problèmes du système de santé est la pénurie de main-d'oeuvre. La présence d'un système privé parallèle au système public entraînerait nécessairement une diminution des ressources dans le secteur public. En conséquence, les listes du secteur public risquent de s'allonger!

Un ticket modérateur permettrait de réduire les files d'attente et de financer en partie les soins de santé.
FAUX! Comme le mentionne la Commission Romanow, le ticket modérateur a pour effet d'empêcher les plus pauvres d'accéder aux soins de santé dont ils ont besoin. Or, cette pratique engendra une hausse des coûts à long terme puisque les gens retardent leur traitement jusqu'à ce que leur état s'aggrave. De plus, les frais modérateurs entraînent aussi des coûts administratifs importants, diminuant considérablement les revenus pour l'État.

Le privé offre des services de plus grande qualité et les patients y sont mieux traités.
FAUX! Selon plusieurs études comparatives, il y a beaucoup moins de complication et de mortalité au sein des systèmes de santé publics qu'au sein des systèmes privés.

Le privé n'est garant d'aucun droit. Il ne poursuit que les intérêts de ses actionnaires et de ses dirigeants! N'oubliez pas qu'il n'y a pas si longtemps au Québec, et encore aujourd'hui aux États-Unis, des familles devaient s'endetter et même faire faillite pour se payer des soins de santé.

Les Québécois ont reconnu la santé comme étant un droit fondamental et se sont dotés d'un système public universel et accessible à tous et à toutes.

LES POSITIONS DE NOS PARTIS POUR L'ÉDUCATION

Le *Parti Libéral* a annoncé un dégel des frais de scolarité au printemps 2008. Ainsi, de 2007 à 2012 les frais de scolarité augmenteront de 30 %, passant de 1700 $ à 2200 $ par an. L'*ADQ* désire dégeler les frais de scolarité, mais ne précise pas quel tarif il entend imposer. Le *Parti Québécois* désire maintenir le gel jusqu'à la tenue d'un sommet sur le financement de l'éducation postsecondaire. Pauline Marois s'est toutefois prononcée en faveur d'une augmentation des frais de scolarité. Québec Solidaire veut abolir progressivement les frais de scolarité. Le *Parti Vert* veut dégeler les frais de scolarité et les indexer annuellement.

Plusieurs études ont démontré que la hausse des frais de scolarité avait un impact négatif sur l'accessibilité aux études. Cette situation touche principalement les personnes à faible et à moyen revenu qui doivent s'endetter pour avoir accès aux études postsecondaires.

Un grand merci au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPACQ). Le présent document à été tiré du *guide Élections provinciales 2008 : pour un vote éclairé !*
Si vous souhaitez prendre connaissance du guide rendez-vous à http://www.mepacq.qc.ca/guideprov.pdf

Situé en Gaspésie, Femmes en Mouvement est un organisme communautaire qui travaille à améliorer les conditions de vie des femmes dans leur ensemble. Notre Centre est membres de L'R des Centres de femmes du Québec et ce qui caractérise les membres de l'R c'est d'abord et avant tout l'orientation et les pratiques féministes. Nous partons du principe que chaque femme, même si elle vit des difficultés importantes, porte en elle un potentiel de changement qui peut grandir si elle trouve le soutien qui lui permet de progresser.